



DOB 2026

Rapport dans le cadre du débat
d'orientations budgétaires 2026

Conseil communautaire

25 novembre 2025



**LAMBALLE
TERRE & MER**
Communauté d'agglomération

1

Objet du débat d'orientations budgétaires

Objet du débat d'orientations budgétaires

Sur la base d'un rapport d'orientations budgétaires, un débat est organisé afin d'échanger sur les éléments suivants :

- Les engagements pluriannuels envisagés,
- La structure et la gestion de la dette,
- La structure et l'évolution des dépenses et des recettes,
- La structure et l'évolution des effectifs, de la masse salariale, des avantages en nature

Ce débat doit avoir lieu dans les 10 semaines précédant le vote du budget primitif.

2

Présentation du territoire de Lamballe Terre et Mer

L'Agglomération

Les chiffres clés



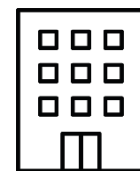
913 km²



42 km de côtes



129,9 M€ de
budget en 2024



31 parcs
d'activités



2 600 entreprises



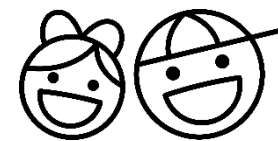
26 000 arbres
plantés sur le
territoire par an



1 600 km de
réseau d'eau
potable



84 000 voyages
sur le réseau
Distribus par an

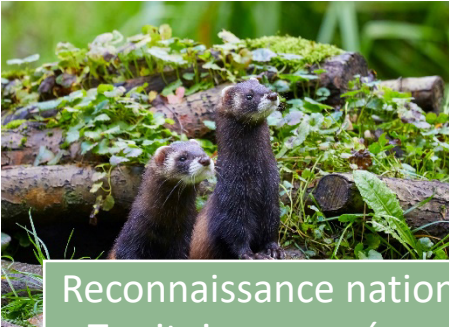


3 100 enfants aux
activités enfance /
jeunesse par an



1300 personnes
accompagnées par
le CIAS

Un territoire en transition



Reconnaissance nationale
« Territoire engagé pour la
nature »



Stratégie Climat



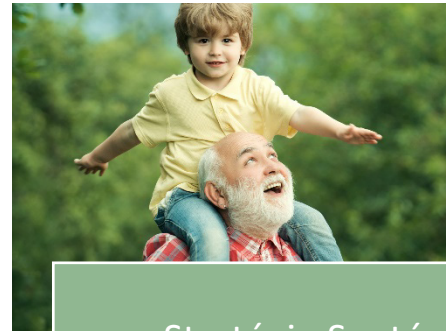
Plan Alimentaire Territorial



Intégré dans le programme
« Baie d'Armor Industrie »



Stratégie Foncière



Stratégie Santé



Stratégie Autonomie à
domicile
du CIAS

LES COMPÉTENCES DE L'AGGLOMÉRATION



Les principaux partenaires de l'agglomération

A l'échelle régionale



A l'échelle départementale



Entre EPCI



SM AEP de Caulnes, La Hutte, Quélaron

A l'échelle « locale »

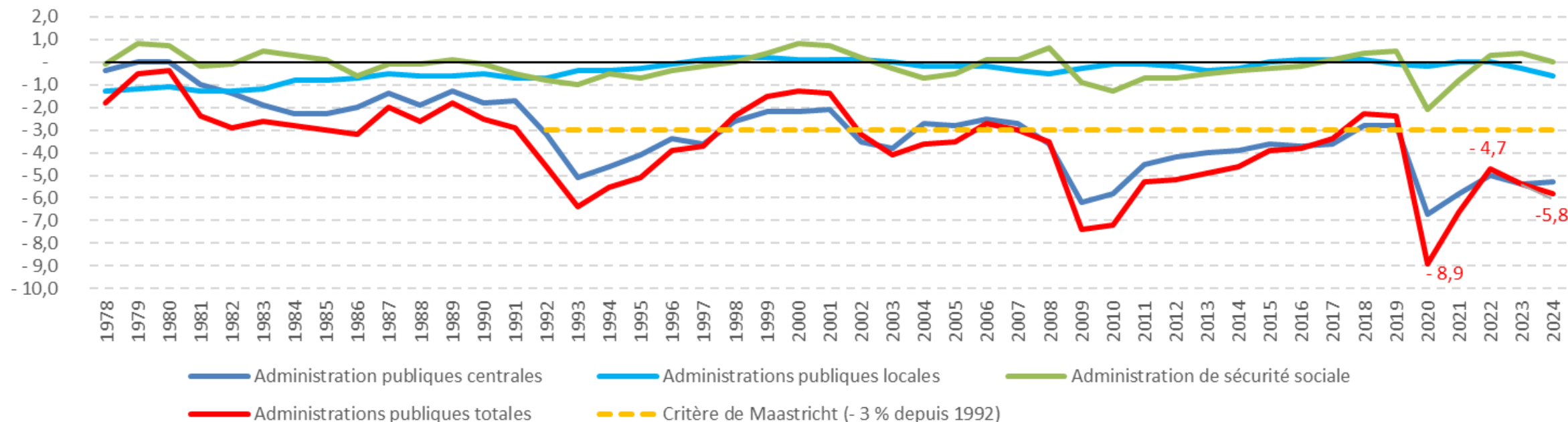


3

Le contexte national et le projet de loi de finances 2026

Situation des finances publiques

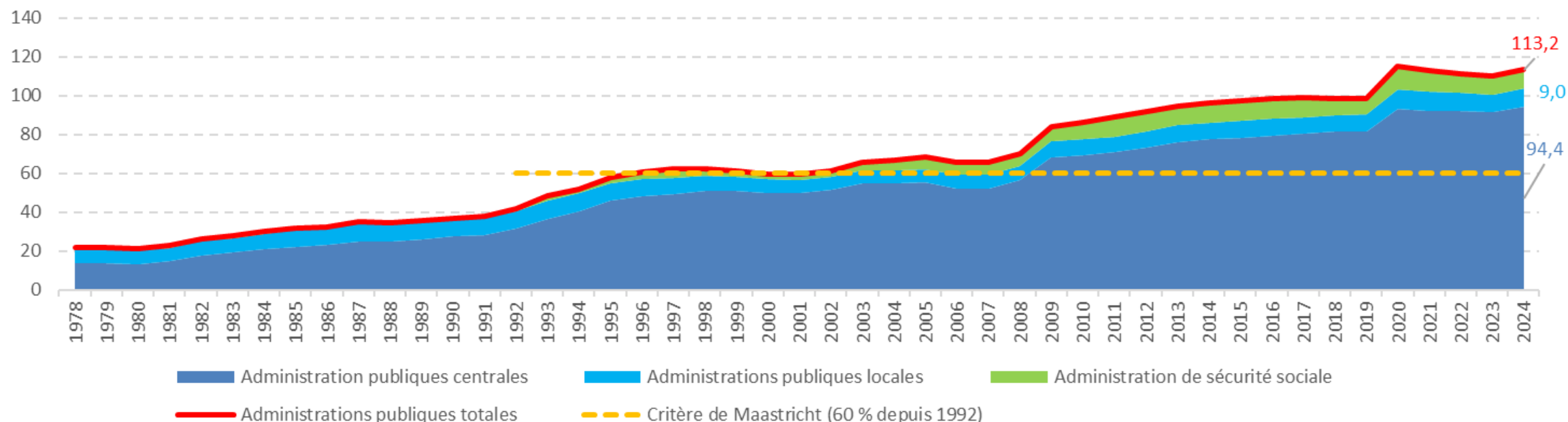
Déficit des administrations publiques en % du PIB



- Le budget de l'Etat a commencé à être déficitaire depuis 1981
- Les collectivités ont également présenté des déficits mais de manière beaucoup plus mesurée (en moyenne - 0,4 %) et cela correspond à un besoin de financement pour les investissements uniquement

Situation des finances publiques

Dette des administrations publiques en % du PIB



- Pour financer les déficits annuels successifs, l'Etat a fait appel à la dette
- La dette publique représente 113,2 % du PIB en 2024 (3 105 Mds€) :
 - Dette de l'Etat : 94,4 % du PIB (2 757 Mds€). NB : 45 Mds€ d'investissements financés en 2023
 - Dette des administrations publiques locales : 9 % du PIB (262 Mds€). NB : 77 Mds€ d'investissements en 2023.

Projet de loi de finances 2026 et projet de loi de financement de la sécurité sociale

PLF 2026

Projet de loi de
finances pour
2026

Un déficit prévisionnel de 124 Mds€ :

Recettes de l'Etat	402 Mds€
- Dépenses de l'Etat	526 Mds€
= Déficit prévisionnel	124 Mds€

Un objectif annoncé d'économies de 31 Mds€ en 2026 :

- 17 Mds€ de diminution de dépenses publiques
- 14 Mds€ d'augmentation des recettes
- Participation des collectivités : 5 Mds€ annoncés, mais devrait dépasser les 8 Mds€

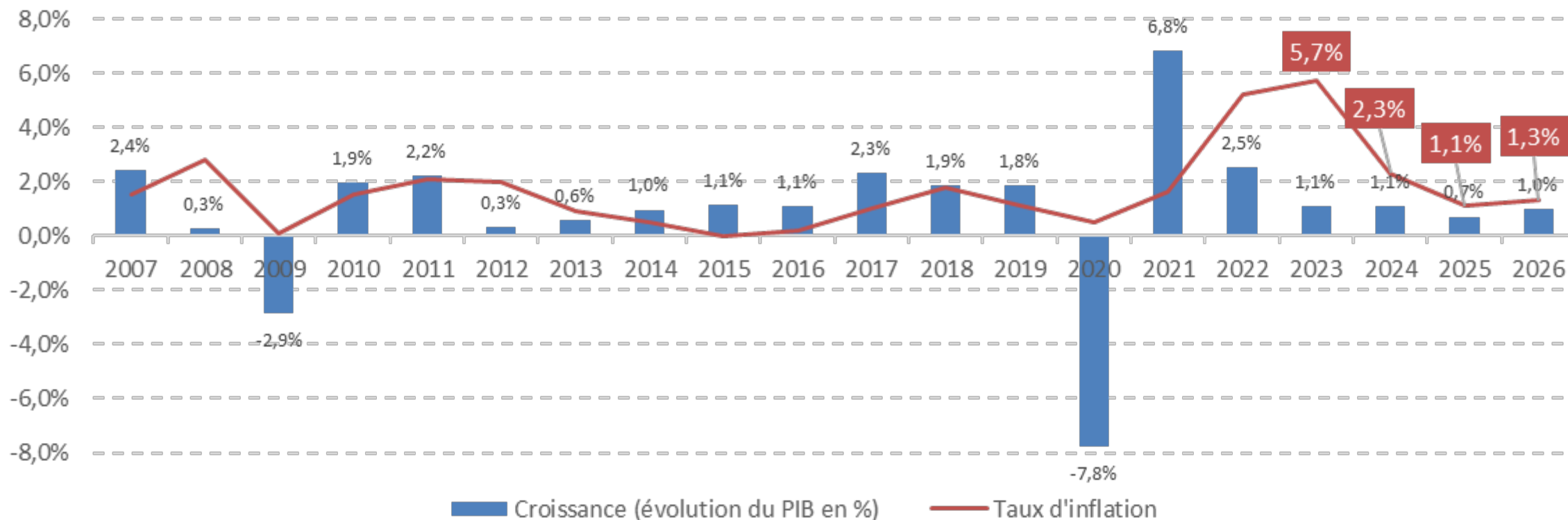
PLFSS 2026

Projet de loi de
financement de la
sécurité sociale
pour 2026

Une « année blanche » sur les prestations sociales et les retraites : il est prévu de geler des pensions de retraite et des prestations sociales, notamment les allocations familiales, en ne les indexant pas sur l'inflation.

Projet de loi de finances 2026 – les hypothèses du gouvernement

Croissance économique et inflation



Situation des finances publiques

La procédure de déficit excessif engagée à l'encontre de la France

Conformément aux règles de l'Union européenne, la Commission européenne a engagé depuis 2024 à l'encontre de 7 Etats, dont la France, une procédure de déficit excessif. Ces pays doivent faire des propositions afin de revenir aux seuils des critères de Maastricht. A défaut, une pénalité financière pourrait théoriquement s'appliquer.

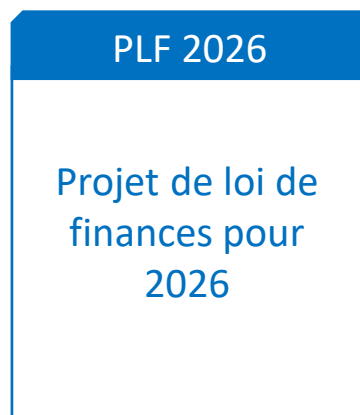
Une dégradation de la note financière de la France par les agences de notations

Plusieurs agences de notations financières ont dégradé la note financière de la France au 1^{er} semestre et au 2nd semestre 2025

Une augmentation des taux d'intérêt auxquels la France emprunte

L'écart de taux entre la France et l'Allemagne s'est accru. La France emprunte actuellement aux mêmes taux que plusieurs pays du sud de l'Europe (3,4 % pour un emprunt sur 10 ans).

Projet de loi de finances 2026 – impact pour les collectivités



Au moins 5 Mds€ d'économies dirigées vers les collectivités



1

Dilico : reconduction et doublement : - 1 Mds€

Impact LTM : l'Agglo ne serait pas concernée

2

Plafonnement de la TVA reversée aux collectivités : ≈ - 0,6 Mds€

Impact LTM : ≈ - 40 K€ en 2026

3

FCTVA : exclusion des dépenses de fonctionnement et décalage d'un an du versement pour les EPCI 0,5 Mds€

Impact LTM : ≈ - 25 K€ par an en fonctionnement

et ≈ 800 K€ en 2026 en investissement

5

Diminution de plusieurs dotations dont le fonds vert : ≈ - 0,5 Mds€

Impact LTM : pas estimé à ce jour

Une stabilité annoncée de la DGF, mais des compensations fiscales fortement diminuées pour alimenter les dotations de compensation : ≈ - 0,5 Mds€

Impact LTM : perte totale de la DCRTP, - 130 K€. Diminution des compensations fiscales : - 425 K€

6

Hausse des cotisations employeurs pour la CNRACL (+ 3 points) : + 1,3 Mds€ pour 2026

Impact LTM : + 260 K€

Pour rappel :



Impact PLF 2026 (et LFSS 2025) : a minima – 750 K€ en 2026 (en plus de – 985 K€ en 2025).

En « contrepartie », le gouvernement annonce un « grand chantier de simplification des normes » pour les collectivités.

L'avis du haut conseil des finances publiques

PLF 2026

Projet de loi de
finances pour
2026

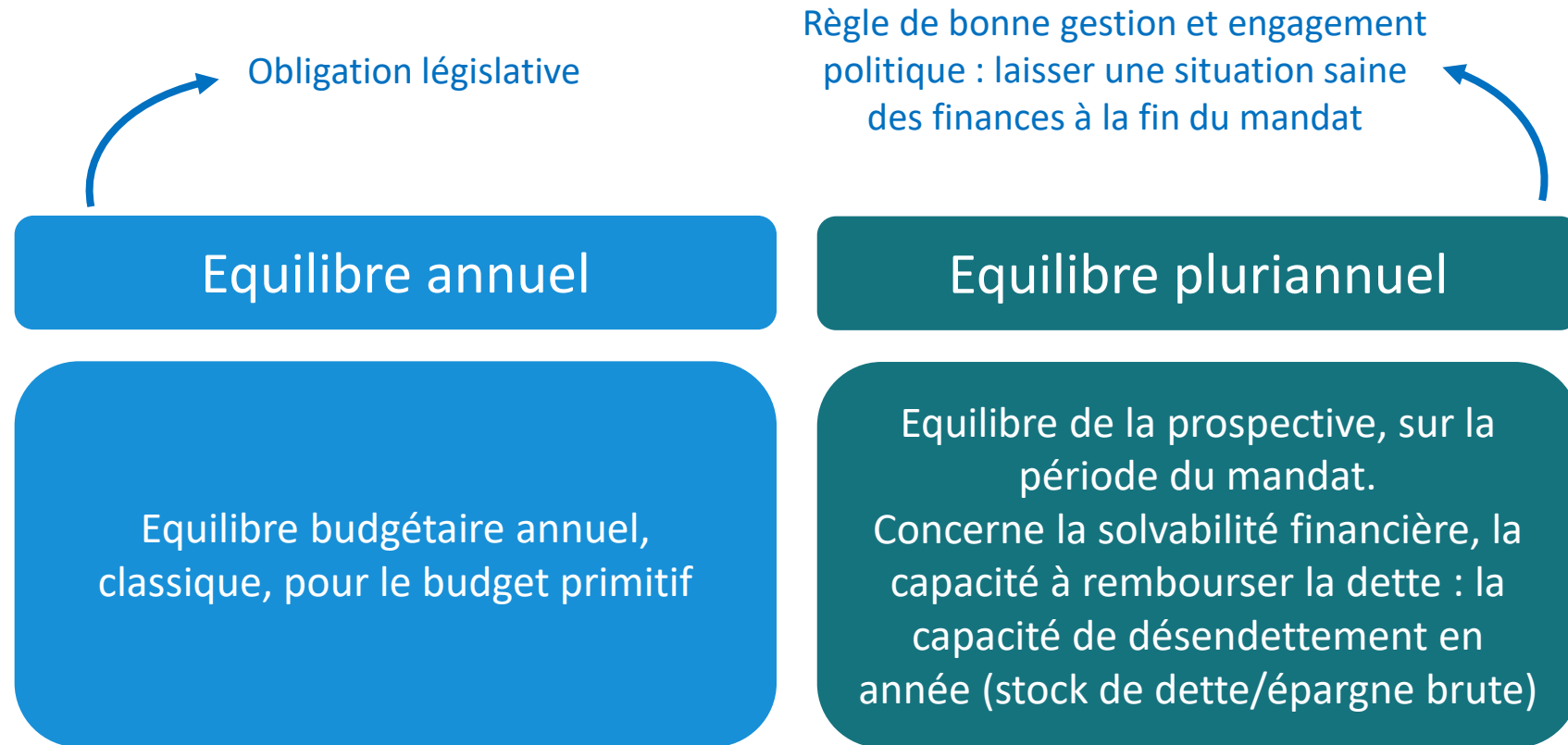
- Le haut conseil des finances publiques est un organisme indépendant, composé d'experts qui rend un avis sur les PLF et la LPFP depuis 2013
- Pour 2026, il estime que « *scénario économique qui lui a été soumis repose sur des hypothèses optimistes* »
- De plus, « *il est indispensable de poursuivre dans la durée l'effort de redressement des comptes.* »

4

La préparation budgétaire 2026 et la prospective financière 2026-2028

Budget principal

L'équilibre budgétaire annuel et l'équilibre pluriannuel



Pour mémoire, l'équilibre annuel du budget repose sur les conditions suivantes :

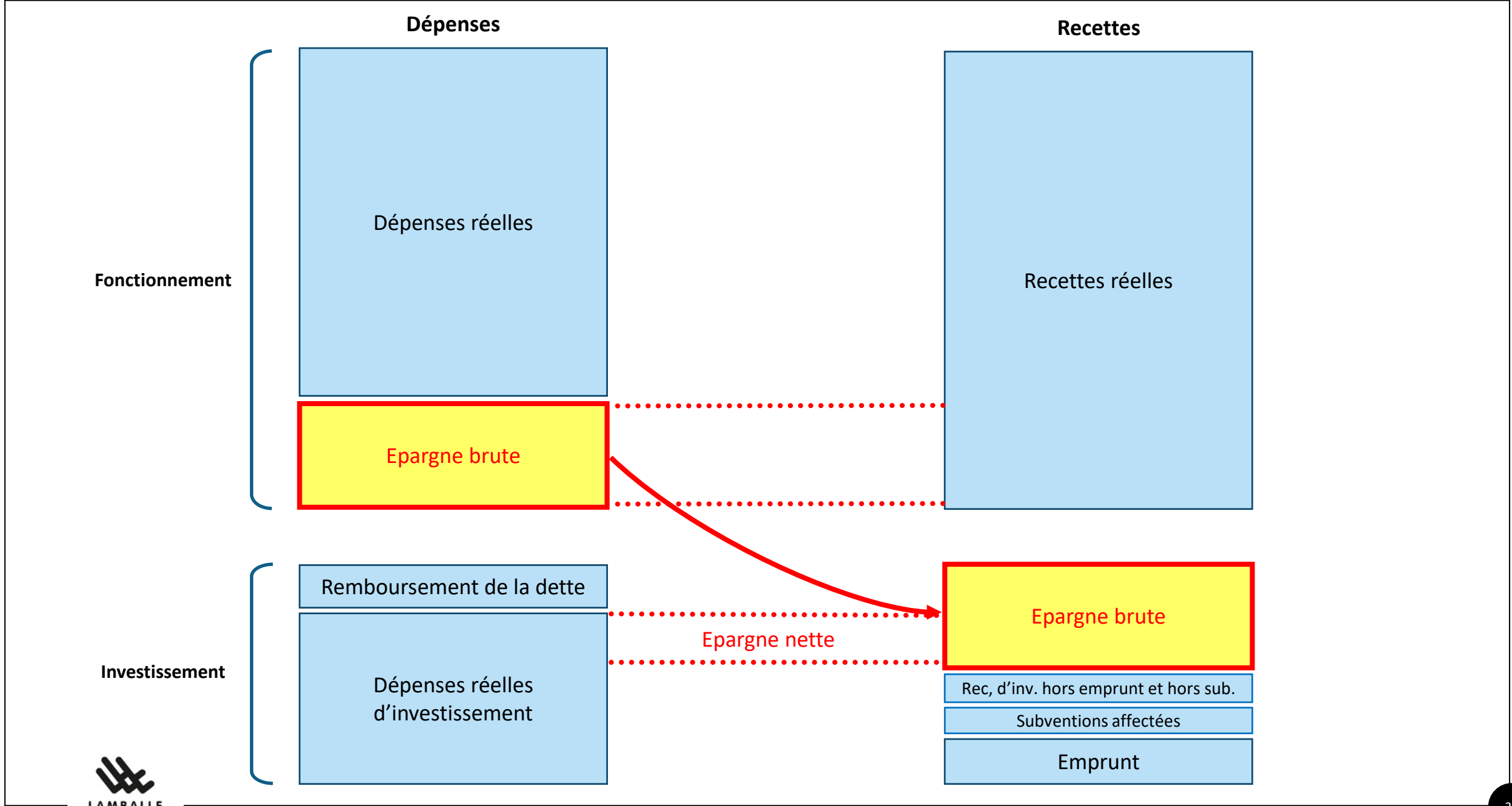
- ① Le budget doit être équilibré par section
- ② Les dépenses et recettes doivent être évaluées de façon sincère
- ③ Le remboursement du capital de la dette doit être couvert par des ressources propres
 - ➡ Les ressources propres : l'autofinancement prévisionnel ou de manière plus large également les ressources d'investissement hors emprunt et hors subventions d'investissement

Une analyse financière repose principalement sur le calcul de l'équilibre pluriannuel :



Sous quel délai le budget est-il en capacité de rembourser sa dette ?

- ➡ En combien d'année le budget peut-il rembourser l'intégralité de sa dette en y consacrant l'intégralité de sa capacité d'autofinancement ?
- ➡ Cette capacité de désendettement est un indicateur de solvabilité financière
- ➡ Calcul :
$$\frac{\text{encours de dette}}{\text{épargne brute}}$$



Rétrospective financière – budget principal

Indicateurs financiers	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Encours de dette	22 307 731	25 166 911	26 961 270	29 574 187	32 383 709	31 223 246	29 874 101
Epargne brute	5 315 533	5 476 333	6 814 559	5 658 049	6 675 893	8 592 518	8 358 436
Délai désendettement (encours / EB)	4,2	4,6	4,0	5,2	4,9	3,6	3,6
Epargne nette	3 745 158	3 604 016	4 836 918	3 656 939	4 288 123	5 918 055	5 509 291

2021

Rétrospective
financière

Une situation financière saine. Pas de tension sur la capacité d'autofinancement, un délai de désendettement de 4 années

Toutefois avant 2021 :

- Pas de prospective financière, pas de plan pluriannuel des investissements, donc pas de visibilité sur la santé financière pour les années à venir et sur la soutenabilité des projets envisagés
- Un déficit du budget annexe des parcs d'activité méconnu et donc pas traité
- Un déficit du CIAS pas totalement appréhendé et donc pas traité

Rétrospective financière – budget principal

Indicateurs financiers	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Encours de dette	22 307 731	25 166 911	26 961 270	29 574 187	32 383 709	31 223 246	29 874 101
Epargne brute	5 315 533	5 476 333	6 814 559	5 658 049	6 675 893	8 592 518	8 358 436
Délai désendettement (encours / EB)	4,2	4,6	4,0	5,2	4,9	3,6	3,6
Epargne nette	3 745 158	3 604 016	4 836 918	3 656 939	4 288 123	5 918 055	5 509 291

2022

Rétrospective
financière

DOB 2022 (novembre 2021) : pour la 1^{ère} fois une prospective financière et une programmation pluriannuelle des investissements 2022-2026 sont présentées.

Il avait été mis en exergue une dégradation progressive de la situation financière. Des pistes avaient été avancées pour corriger cette trajectoire : amélioration de la capacité d'autofinancement de 200 K€ par an et diminution du PPI de 2 M€ par an.

Au final, un délai de désendettement au compte administratif 2022 de 5,2 années. Grâce également à de bonnes nouvelles en fin d'année concernant la fiscalité et la réalisation de la masse salariale.

Rétrospective financière – budget principal

Indicateurs financiers	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Encours de dette	22 307 731	25 166 911	26 961 270	29 574 187	32 383 709	31 223 246	29 874 101
Epargne brute	5 315 533	5 476 333	6 814 559	5 658 049	6 675 893	8 592 518	8 358 436
Délai désendettement (encours / EB)	4,2	4,6	4,0	5,2	4,9	3,6	3,6
Epargne nette	3 745 158	3 604 016	4 836 918	3 656 939	4 288 123	5 918 055	5 509 291

2023

Rétrospective
financière

D'importantes difficultés pour équilibrer le budget primitif 2023 et la prospective financière 2023-2026

Un équilibre atteint en actionnant 3 leviers : une diminution des dépenses de fonctionnement, une diminution du PPI et une augmentation de la fiscalité.

Finalement, un délai de désendettement maîtrisé de 4,9 années.

Rétrospective financière – budget principal

Indicateurs financiers	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Encours de dette	22 307 731	25 166 911	26 961 270	29 574 187	32 383 709	31 223 246	29 874 101
Epargne brute	5 315 533	5 476 333	6 814 559	5 658 049	6 675 893	8 592 518	8 358 436
Délai désendettement (encours / EB)	4,2	4,6	4,0	5,2	4,9	3,6	3,6
Epargne nette	3 745 158	3 604 016	4 836 918	3 656 939	4 288 123	5 918 055	5 509 291

2024

Rétrospective
financière

Un délai de désendettement de 3,6 années, en amélioration par rapport à l'année précédente et par rapport à la projection lors du DOB précédent.

Des dépenses prévues initialement ne se sont pas réalisées (moins subvention au CIAS, masse salariale) et des recettes supplémentaires ont pu être perçues, sur la fiscalité notamment.

Rétrospective financière – budget principal

Indicateurs financiers	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Encours de dette	22 307 731	25 166 911	26 961 270	29 574 187	32 383 709	31 223 246	29 874 101
Epargne brute	5 315 533	5 476 333	6 814 559	5 658 049	6 675 893	8 592 518	8 358 436
Délai désendettement (encours / EB)	4,2	4,6	4,0	5,2	4,9	3,6	3,6
Epargne nette	3 745 158	3 604 016	4 836 918	3 656 939	4 288 123	5 918 055	5 509 291

2025

Compte
financier unique
2025 anticipé

Un délai de désendettement de 3,6 années, stable par rapport à l'année précédente et en amélioration par rapport à la projection lors du DOB précédent.

Plusieurs dépenses ont été réalisées pour des montants inférieurs à la prévision : dépenses d'électricité, masse salariale, subvention au CIAS.

Prospective 2026-2028 – principales hypothèses

Fiscalité et dotations, principales recettes de fonctionnement

- Evolution nominale des bases fiscales (revalorisation annuelle liée à l'inflation de l'année précédente) : + 1,1 % en 2026 et sur la période prospective (inflation prévisionnelle)
- Evolution physique bases fiscales : évolution très prudente calculée à partir de la rétrospective
- Taux de fiscalité : stabilité
- Reversements conventionnels de fiscalité reçus des communes (taxe d'aménagement perçue sur les parcs d'activités) : simulation conforme au nouveau pacte financier et fiscal voté en 2024
- Fraction de TVA versée en compensation de la suppression de la TH et de la CVAE : diminution en 2026 (- 0,3 %, conforme au projet de loi de finances) puis légère progression sur la période prospective (+ 1,3 % conforme à la projection de la TVA liée à la croissance)
- FPIC : estimation à 920 K€ en 2026, puis en diminution sur la période. Point de vigilance : l'ensemble intercommunal reste éligible sur la période, mais se situe en limite du seuil de non-éligibilité.
- Tarifs communautaires : + 2 % en 2026 (budget principal uniquement)
- DGF : 4,4 M€ en 2025. En légère diminution à partir de 2028 (simulation du cabinet RCF)
- Fin du versement du FCTVA pour certaines dépenses de fonctionnement
- Effets de la nouvelle organisation entre LTM et Lamballe-Armor (NOVA) : diminution de la facturation de la mutualisation

Prospective 2026-2028 – principales hypothèses

Dépenses de fonctionnement

- Prélèvement au titre de la situation des finances publiques, dispositif « Dilico » mis en place en 2025 et reconduit en 2026 : pas de prélèvement pour LTM
- Masse salariale : - 4,4 % en 2026 (- 1,1 M€). Cela intègre :
 - Les effets de la nouvelle organisation entre la LTM et Lamballe-Armor (NOVA)
 - La hausse de la cotisation CNRACL (3 points étalés sur 4 ans, mesure adoptée par l'Etat en 2025, hausse des cotisations URSSAF)
 - Avancements de grade et d'échelon
 - La création de plusieurs postes
- SPL tourisme : 650 K€ en 2025 et stabilité du montant sur la période conformément à la nouvelle convention
- Taxe de séjour reversée : 300 K€ à Pléneuf-Val-André
- Subvention au CIAS : 270 K€
- Subvention au budget annexe des parcs d'activités : poursuite du versement de 200 K€ par an pendant 10 ans pour solder le déficit prévisionnel
- Frais financiers : 2,5 % en 2025 et en légère augmentation sur la période (durée sur 15 ans)

Prospective 2026-2028 - hypothèses

Dépenses de fonctionnement

Masse salariale du budget principal	CA 2023	CA 2024	CA 2025 anticipé	2026	△ 2026/2025
Activités du budget principal uniquement	14 263 K€	14 197 K€	15 109 K€	16 524 K€	+ 9,4%
<i>Masse salariale portée puis refacturée :</i>					
Pour le budget annexe transport	92 K€	86 K€	88 K€	132 K€	+ 49,9%
Pour le budget annexe déchets	3 020 K€	3 293 K€	3 520 K€	3 563 K€	+ 1,2%
Pour le budget annexe eau potable	1 342 K€	1 411 K€	1 462 K€	1 458 K€	- 0,3%
Pour le budget annexe assainissement	1 616 K€	1 861 K€	1 866 K€	1 841 K€	- 1,4%
Pour des communes membres (principalement LA)	4 517 K€	4 449 K€	3 638 K€	1 031 K€	- 71,7%
Total masse salariale du budget principal	24 851 K€	25 297 K€	25 684 K€	24 548 K€	- 4,4%

La masse salariale 2026 est simulée à hauteur de 24,5 M€. Cette projection retient les principales hypothèses suivantes :

- Les avancements de grade et d'échelon
- La hausse de 3 points de la cotisation CNRACL
- La mise en œuvre de NOVA avec la sortie d'agents
- La création de plusieurs postes nécessaires

Prospective 2026-2028 – principales hypothèses

Investissement

- Dépenses : cf PPI ci-après
- Recettes :
 - FCTVA : pas de versement en 2026 (décalage d'une année prévue par le PLF 2026)
 - Subvention : en fonction des projets (cf PPI)
 - Recours à l'emprunt : durée de 15 ans

PPI 2026-2028 – Budget principal

Opérations	Programmation 2026-2028 (en K€)			
	2026	2027	2028	Total
ETUDE URBAINE DE MOBILITE	60	70		130
RESEAU TRES HAUT DEBIT	1 260	1 260		2 520
REHABILITATION BASSIN DU BOCAGE	740			740
FONDS DE CONCOURS AUX COMMUNES	946			946
PROJETS LIES AU PCAET	1 500	1 500	1 500	4 500
Sous-total Aménagement urbain dépenses particulières	4 506	2 830	1 500	8 836
GROS TRAVAUX DE VOIRIE	300	300	300	900
RENOVATION EXTENSION ECLAIRAGE PUBLIC	50	50	50	150
ENVELOPPE - RENOUVELLEMENT PETIT MATERIEL	10	10	10	30
Sous-total Aménagement urbain dépenses récurrentes	360	360	360	1 080
TOTAL AMÉNAGEMENT URBAIN DÉPENSES	4 866	3 190	1 860	9 916

PPI 2026-2028 – Budget principal

Opérations	Programmation 2026-2028 (en K€)			
	2026	2027	2028	Total
ETUDES ET TRAVAUX EN LIEN AVEC LA BIODIVERSITE	175	100	100	375
PROGRAMME BOCAGER	350	350	350	1 050
PROGRAMME MILIEUX AQUATIQUES	300	300	300	900
PLAN D'EAU DE LA VILLE GAUDU	150	450	1 200	1 800
CONTINUE ECOLOGIQUE FLORA	80			80
Sous-total Environnement dépenses particulières	1 055	1 200	1 950	4 205
PREVENTION DES INONDATIONS	150	150	150	450
BACS REFRIGERES POUR ANIMAUX MORTS	25	25	25	75
Sous-total Environnement dépenses récurrentes	175	175	175	525
TOTAL ENVIRONNEMENT DÉPENSES	1 230	1 375	2 125	4 730

PPI 2026-2028 – Budget principal

Opérations	Programmation 2026-2028 (en K€)			
	2026	2027	2028	Total
AIDES AUX ENTREPRISES	340	340	340	1 020
AIDES A L'AGRICULTURE	90	90	90	270
Sous-total Dév. économique dépenses particulières	430	430	430	1 290
TOTAL DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DÉPENSES	430	430	430	1 290
SENTIERS DE RANDONNEES	47	47	47	141
AIDE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE	13			13
HARAS NATIONAL DE LAMBALLE - ETUDE OPPORTUNITE	85			85
Sous-total Tourisme dépenses particulières	145	47	47	239
MUSEE MATHURIN MEHEUT	19	19	19	57
CAMPING LA TOURELLE PLEMY	30			30
Sous-total Tourisme dépenses récurrentes	49	19	19	87
TOTAL TOURISME DÉPENSES	194	66	66	326

PPI 2026-2028 – Budget principal

Opérations	Programmation 2026-2028 (en K€)			
	2026	2027	2028	Total
PLH 2026-2031 - FAVORISER L'ACCES AU LOGEMENT	850	850	850	2 550
PLH 2026-2031 - AIDE A LA RENOVATION	166	166	166	498
Sous-total Logement dépenses particulières	1 016	1 016	1 016	3 048
TOTAL LOGEMENT DÉPENSES	1 016	1 016	1 016	3 048
CONSERVATOIRE	24	50	50	124
Sous-total Culture dépenses récurrentes	24	50	50	124
TOTAL CULTURE DÉPENSES	24	50	50	124
CAMPS ET ESPACES JEUNES	15	15	15	45
Sous-total Jeunesse dépenses récurrentes	15	15	15	45
TOTAL JEUNESSE DÉPENSES	15	15	15	45

PPI 2026-2028 – Budget principal

Opérations	Programmation 2026-2028 (en K€)			
	2026	2027	2028	Total
Enveloppe aménagement extérieur jardins sensoriels multi sites	3	3	3	8
Enveloppe pour matériel pédagogique multi-sites	4	4	4	12
Enveloppe pour mobilier prévention santé/ergonomie	2	2	2	5
Sous-total Petite enfance dépenses récurrentes	9	8	8	25
TOTAL PETITE ENFANCE DÉPENSES	9	8	8	25
AIRE ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE	10			10
Sous-total Social dépenses particulières	10	-	-	10
TOTAL SOCIAL DÉPENSES	10	-	-	10

PPI 2026-2028 – Budget principal

Opérations	Programmation 2026-2028 (en K€)			
	2026	2027	2028	Total
COMPLEXE SPORTIF DU PENTHIEVRE	150	200		350
PARC EQUESTRE	250			250
HALLE SPORTIVE DU LIFFRE	45			45
PISCINE PLENEUF VAL ANDRE - PARTICIPATION	1 000			1 000
Sous-total Sports et loisirs dépenses particulières	1 445	200	-	1 645
PISCINE DES OLYMPIADES	165	165	165	495
STATION SPORT NATURE JUGON-LES-LACS	8	8	8	23
ENVELOPPE RENOUVELLEMENT EQUIPEMENTS MULTI-SITES	25	25	25	75
Sous-total Sports et loisirs dépenses récurrentes	198	198	198	593
TOTAL SPORTS ET LOISIRS DÉPENSES	1 643	398	198	2 238

PPI 2026-2028 – Budget principal

Opérations	Programmation 2026-2028 (en K€)			
	2026	2027	2028	Total
SIGNALETIQUE DES BATIMENTS	45	7	7	59
SITE INTERNET ET INTRANET		10	10	20
Sous-total Communication dépenses récurrentes	45	17	17	79
TOTAL COMMUNICATION DÉPENSES	45	17	17	79
ACQUISITION MATERIEL INFORMATIQUE	350	350	350	1 050
REFONTE INFRASTRUCTURE INFORMATIQUE	80	80	80	240
SCHEMA DIRECTEUR NUMERIQUE	200			200
ESPACE LAMBALLE TERRE ET MER - LOC. 41 RUE ST MARTIN	232	42	22	296
ENVELOPPE - MISE EN CONFORMITE SECURITE	50	50	50	150
ENVELOPPE - AdAP	50	50	50	150
ENVELOPPE - TRAVAUX GER BATIMENT	200	200	200	600

PPI 2026-2028 – Budget principal

Opérations	Programmation 2026-2028 (en K€)			
	2026	2027	2028	Total
ENVELOPPE - MISE EN PLACE CONTROLES D'ACCES	30	30	30	90
ENVELOPPE - DEMANDES TRAVAUX DIVERS	200	200	200	600
ENVELOPPE - DEMANDES VEHICULES GROS MATERIEL	435	200	200	835
CENTRE TECHNIQUE COMMUNAUTAIRE	240			240
BORNES DE RECHARGES ELECTRIQUES (PARTICIP SDE)	23	20		43
BORNES DE RECHARGES ELECTRIQUES	50	50	50	150
ACQUISITION DE MOBILIER	100	100	100	300
SANTE ET PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS	30	30	30	90
Sous-total Administration générale dépenses récurrentes	2 270	1 402	1 362	5 034
TOTAL ADMINISTRATION GÉNÉRALE DÉPENSES	2 270	1 402	1 362	5 034
TOTAL PPI 2026-2028 DEPENSES	11 750	7 967	7 147	26 863

Prospective financière – budget principal

Indicateurs financiers	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Encours de dette	22 307 731	25 166 911	26 961 270	29 574 187	32 383 709	31 223 246	29 874 101	29 169 594	30 733 103	32 065 572
Epargne brute	5 315 533	5 476 333	6 814 559	5 658 049	6 675 893	8 592 518	8 358 436	5 878 693	5 235 589	4 736 584
Délai désendettement (encours / EB)	4,2	4,6	4,0	5,2	4,9	3,6	3,6	5,0	5,9	6,8
Epargne nette	3 745 158	3 604 016	4 836 918	3 656 939	4 288 123	5 918 055	5 509 291	3 066 233	2 290 834	1 810 528

- Le délai de désendettement est maîtrisé sur la période prospective, en restant inférieur à 7 années
- L'épargne nette se maintient au-dessus de 1,8 M€ jusqu'en 2028
- Les mesures de la loi de finances 2026 qui pourraient être adoptées sont donc « encaissées » par le budget principal mais cela génère toutefois une situation financière moins bonne sur la période
- Sur la période prospective, on peut noter que les dépenses de fonctionnement progressent cependant plus que l'objectif fixé par la loi de programmation des finances publiques :

	2024	2025	2026	2027	2028
Inflation définitive (estimée)	+1,80%	+1,00%	+1,40%	+1,80%	+1,80%
Cible d'évolution des dépenses publiques locales par rapport à l'inflation	-0,50, %	-0,50, %	-0,50, %	-0,50, %	-0,50, %
Objectif d'évolution des dépenses publiques locales	+1,30%	+0,50%	+0,90%	+1,30%	+1,30%
Evolution des dépenses de fonct. (budget principal LTM)	-1,27, %	+1,52%	+1,77%	+0,70%	+2,16%
Evolution au-delà de l'objectif	-2,57, %	+1,02%	+0,87%	-0,60, %	+0,86%

5

La préparation budgétaire 2026 et la prospective financière 2026-2028

Budgets annexes

Prospective financière – budget annexe transport

Indicateurs Financiers	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Encours de dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Epargne brute	167 493	- 184 114	218 475	- 212 623	- 130 642	324 027	718 890	82 485	- 899	- 15 490
Délai de désendettement (encours/EB)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Epargne nette	167 493	- 184 114	218 475	- 212 623	- 130 642	324 027	718 890	82 485	- 899	- 15 490

Sur notre territoire, le versement mobilité est collecté par l'URSSAF et la MSA. En 2023, une baisse du produit du VM a été constatée. Des recherches avaient été entamées mais étaient infructueuses, l'obtention des fichiers d'analyse et des explications ayant été particulièrement compliquée. Par prudence, la prospective financière 2024-2028 avait été construite sur une stabilité de la base de VM et une hausse de taux de 0,60 % à 0,80 % à partir de juillet 2024.

Nous disposons depuis juillet 2025 des explications : un plan de soutien national a été mis en place en faveur des industries agroalimentaires. Ce dispositif a permis le report du paiement du VM du second semestre 2023, avec un étalement du règlement sur les exercices 2024, 2025 et 2026. Des industries agroalimentaires ont bénéficié de ce report, pour un montant d'au moins 170 K€. Ces éléments dont nous n'avions pas connaissance ont faussé notre lecture et l'analyse des bases de VM.

La base de VM n'a diminué en 2023 que de manière artificielle, lié à un décalage de versement pour un gros contributeur. En 2024, la base de VM a augmenté fortement lié au remboursement et aux hausses des rémunérations dans le contexte d'inflation, ce qui s'est avéré bien supérieur à la simulation retenue en prospective.

Prospective financière – budget annexe transport

Indicateurs Financiers	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Encours de dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Epargne brute	167 493	- 184 114	218 475	- 212 623	- 130 642	324 027	718 890	82 485	- 899	- 15 490
Délai de désendettement (encours/EB)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Epargne nette	167 493	- 184 114	218 475	- 212 623	- 130 642	324 027	718 890	82 485	- 899	- 15 490

- Cette prospective intègre :
 - Le versement mobilité est projeté avec le taux de 0,65 % sur la période
 - Le coût de l'actuelle DSP est maintenue à l'identique pour 2027-2028, intégrant uniquement une revalorisation des indices de 2 %
 - L'épargne se réduit sur la période, mais le résultat antérieur permettra d'équilibrer le budget et assurera le financement de la prochaine DSP

Prospective financière – budget annexe transport

PPI 2026-2028

Opérations	Programmation 2026-2028 (en K€)			
	2026	2027	2028	Total
DISTRIBUS - SIGNALÉTIQUE	5	5	5	15
DISTRIBUS - TRAVAUX GARE ROUTIERE	5	5	5	15
TOTAL TRANSPORT DÉPENSES	10	10	10	30

Prospective financière – budget annexe déchets

Indicateurs financiers	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Encours de la dette	2 349 962	2 187 293	1 934 370	1 680 111	1 422 663	2 016 944	1 692 905	1 392 105	1 123 624	954 402
Epargne brute	- 82 146	- 30 022	1 555 880	1 288 393	1 207 818	1 935 552	1 104 016	939 645	984 672	780 192
Délai de désendettement (encours/EB)	- 28,6	- 72,9	1,2	1,3	1,2	1,0	1,5	1,5	1,1	1,2
Epargne nette	- 310 624	- 302 691	1 302 957	1 034 134	950 370	1 629 833	779 976	638 845	716 191	610 969
Epargne brute / Dotation aux amortissements	- 0,1	0,0	2,3	1,2	1,1	1,7	0,8	0,7	0,7	0,6
Dotation aux amortissements	629 098	674 223	673 314	1 054 419	1 084 139	1 117 258	1 319 781	1 369 886	1 400 459	1 351 759

- Ce budget est particulièrement touché en 2026 par l'augmentation des prix répercutée par le syndicat mixte Kerval pour le traitement des déchets : + 5,5 %
- Des investissements ont été lissés dans le PPI afin d'être plus soutenables pour la prospective.
- Le budget primitif 2026 peut être équilibré avec une revalorisation des tarifs de 4 %
- L'impact de la hausse des tarifs (avec 12 levées) est évalué pour un :
 - Bac de 140 litres - foyer de 1 à 2 personnes : + 7,71 €
 - Bac de 340 litres - foyer de 5 personnes et plus : + 13,29 €

Prospective financière – budget annexe déchets

PPI 2026-2028

Libellé de l'opération	Projet 2026	Projet 2027	Projet 2028
COLLECTE DECHETS MENAGERS	750 000	375 000	375 000
Sous-total COLLECTE dépenses récurrentes	750 000	375 000	375 000
TOTAL COLLECTE DÉPENSES	750 000	375 000	375 000

PRECOLLECTE DECHETS MENAGERS	100 000	75 000	75 000
AUTRES	110 000	110 000	110 000
MISE EN PLACE COLONNES	25 000	15 000	15 000
Sous-total PRE COLLECTE dépenses récurrentes	235 000	200 000	200 000
TOTAL PRE COLLECTE DÉPENSES	235 000	200 000	200 000

SIGNALETIQUES DECHETTERIE	2 000	2 000	2 000
DECHETTERIE JUGON	10 000	10 000	10 000
Sous-total DECHETERIES dépenses particulières	12 000	12 000	12 000
DECHETTERIE ERQUY	10 000	10 000	10 000
DECHETTERIE HENON	10 000	10 000	10 000
DECHETTERIE BREHAND	50 000	10 000	10 000
DECHETTERIE PLANGUENOUAL	50 000	100 000	10 000
DECHETTERIE LANJOUAN	5 000	5 000	5 000
Sous-total DECHETERIES dépenses récurrentes	125 000	135 000	45 000
TOTAL DECHETERIES DÉPENSES	137 000	147 000	57 000

BATIMENTS ET EQUIPEMENTS SERVICES DECHETS MENAGERS	610 000	80 000	80 000
Sous-total STRUCTURE/ADMINISTRATIF dépenses récurrentes	610 000	80 000	80 000
TOTAL STRUCTURE/ADMINISTRATIF DÉPENSES	610 000	80 000	80 000

TOTAL dépenses	1 732 000	802 000	712 000
-----------------------	------------------	----------------	----------------

Prospective financière – budget annexe eau potable

Indicateurs financiers	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Encours de la dette	4 502 295	4 601 377	4 300 785	3 904 532	3 518 535	3 139 426	2 772 754	2 410 387	3 227 654	6 678 786
Epargne brute	1 340 023	3 331 914	1 467 273	1 671 366	1 977 561	1 689 858	2 717 477	2 128 864	2 056 719	1 997 933
Délai de désendettement (encours/EB)	3,4	1,4	2,9	2,3	1,8	1,9	1,0	1,1	1,6	3,3
Epargne nette	953 253	2 928 150	1 052 501	1 275 113	1 591 563	1 310 749	2 350 806	1 766 496	1 727 488	1 623 248
Epargne brute / Dotation aux amortissements	1,2	3,0	1,2	1,3	1,5	1,5	2,1	1,6	1,6	1,5
Dotation aux amortissements	1 080 496	1 105 726	1 176 331	1 273 520	1 338 143	1 150 810	1 302 298	1 293 897	1 280 215	1 339 788

- Le budget primitif 2026 peut être équilibré avec une revalorisation des tarifs de + 2 %
- Ce budget est toujours sous tension : il y a peu de marge d'équilibre budgétaire.
- Le délai de désendettement est en augmentation sur la période mais maîtrisé, et cohérent avec la réalisation des investissements nécessaires.

Prospective financière – budget annexe eau potable

PPI 2026-2028

Libellé de l'opération	Projet 2026	Projet 2027	Projet 2028
AUTRES ETUDES	30 000	30 000	30 000
Sous-total ETUDES dépenses particulières	30 000	30 000	30 000
TOTAL ETUDES DÉPENSES	30 000	30 000	30 000
NOUVELLE SUPERVISION	10 000	10 000	10 000
Sous-total INSTALLATIONS dépenses particulières	10 000	10 000	10 000
RENOVATIONS RESERVOIRS ET UNITES DE PRODUCTION	750 000	500 000	500 000
RESERVOIRS REMPLAC. ARMOIRES ET TELEGESTIONS	20 000	20 000	20 000
PLEDELIAC UNITE DE PRODUCTION	50 000	1 000 000	500 000
QUESOY CARNIVET UNITE DE PRODUCTION	50 000	50 000	50 000
HENON LES SALLES UNITE DE PRODUCTION	5 000	-	5 000
TREBRY LA PERCHAI UNITE DE PRODUCTION	10 000	50 000	1 000 000
STATION DE PLEMY	5 000	-	5 000
OUVRAGES AUTRES OPERATIONS	150 000	150 000	150 000
Sous-total INSTALLATIONS dépenses récurrentes	1 040 000	1 770 000	2 230 000
TOTAL INSTALLATIONS DÉPENSES	1 050 000	1 780 000	2 240 000
DESSERTES HABITATIONS EXISTANTES	15 000	15 000	15 000
AUTRES EXTENSIONS DE RESEAUX	100 000	100 000	100 000
AUTRES OP. RENOUVELLEMENT RESEAUX	2 000 000	2 000 000	2 000 000
COMPTEURS DE VENTE D EAU	100 000	100 000	100 000
TELERELEVE	10 000	10 000	10 000
Sous-total RESEAUX dépenses récurrentes	2 225 000	2 225 000	2 225 000
TOTAL RESEAUX DÉPENSES	2 225 000	2 225 000	2 225 000

Prospective financière – budget annexe eau potable

PPI 2026-2028

Libellé de l'opération	Projet 2026	Projet 2027	Projet 2028
FUTUR CENTRE TECHNIQUE	100 000	400 000	2 000 000
Sous-total STRUCTURE/ADMINISTRATIF dépenses particulières	100 000	400 000	2 000 000
TERRAINS	330 000	30 000	30 000
LOCAUX 38BIS RUE D ARMOR	10 000	-	-
LOGICIELS ET APPLICATIONS METIERS	10 000	10 000	10 000
INFORMATIQUE	10 000	10 000	10 000
MATERIELS ET OUTILLAGES	10 000	10 000	10 000
VEHICULES ET ENGINS	60 000	60 000	60 000
MODULAIRE SOULEVILLE	5 000	5 000	5 000
Sous-total STRUCTURE/ADMINISTRATIF dépenses récurrentes	435 000	125 000	125 000
TOTAL STRUCTURE/ADMINISTRATIF DÉPENSES	535 000	525 000	2 125 000

TOTAL dépenses	3 840 000	4 560 000	6 620 000
-----------------------	------------------	------------------	------------------

Prospective financière – budget annexe assainissement

Indicateurs financiers	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Encours de la dette	13 660 818	15 079 878	15 564 909	14 334 762	13 086 449	14 249 275	14 689 612	16 521 147	18 928 029	22 733 740
Epargne brute	3 938 807	2 410 459	2 679 173	2 543 514	2 309 005	2 727 840	3 605 448	2 916 488	2 563 867	2 352 173
Délai de désendettement (encours/EB)	3,5	6,3	5,8	5,6	5,7	5,2	4,1	5,7	7,4	9,7
Epargne nette	2 898 542	1 329 520	1 464 204	1 313 366	1 060 691	1 390 666	2 045 785	1 282 912	801 536	489 951
Epargne brute / Dotation aux amortissements	2,7	1,5	1,6	1,4	1,1	1,2	1,4	1,1	1,0	0,9
Dotation aux amortissements	1 485 904	1 568 599	1 645 420	1 825 613	2 034 304	2 226 506	2 507 444	2 656 248	2 601 765	2 707 702

- Le budget primitif 2026 peut être équilibré avec une revalorisation des tarifs + 2 %.
- Ce budget est toujours sous tension : il y a peu de marge d'équilibre budgétaire.
- Le délai de désendettement est en augmentation sur la période mais maîtrisé, et cohérent avec la réalisation des investissements nécessaires.

Prospective financière – budget annexe assainissement

PPI 2026-2028

Libellé de l'opération	Projet 2026	Projet 2027	Projet 2028
ETUDE DIAGNOSTIQUE RESEAUX	200 000	200 000	200 000
AUTRES ETUDES	40 000	40 000	40 000
Sous-total ETUDES dépenses particulières	240 000	240 000	240 000
TOTAL ETUDES DÉPENSES	240 000	240 000	240 000
MONCONTOUR TREDANIEL NOUVELLE STEP	2 000 000	1 300 000	
PLEDELIAC-ST RIEUL-TREGOMAR NOUVELLE STEP	400 000	2 000 000	2 100 000
PLEMY EXTENSION STATION	750 000	750 000	
PLENEE JUGON MISE EN CONFORMITE STEP BOURG	20 000		
QUESSOY L'HOPITAL MISE EN CONFORMITE STEP	20 000	500 000	
SEVIGNAC MISE EN CONFORMITE STEP	530 000		
TRAMAIN STEP ET ZONE INFILTRATION	50 000	700 000	700 000
TREGENESTRE EXTENSION STATION			500 000
QUINTENIC DEPHOSPHATATION ET INFILTRATION	200 000		
STEP SOULEVILLE CLARIFICATEUR	320 000		
STEP SOULEVILLE POSTE TRANSFERT EFFLUENTS URBAINS	260 000		
STEP ERQUY BASSIN A MARÉE	200 000	200 000	
SUPERVISION ET AUTOMATES	50 000	10 000	10 000
MISE EN PLACE DEGRILLAGE ET COMPTAGE PETITES STEP	100 000		
Sous-total INSTALLATIONS dépenses particulières	4 900 000	5 460 000	3 310 000
ENSEMBLE STEPS RENOVATIONS ET MAINTENANCE	500 000	300 000	300 000
POSTE RELEVEMENTS ET AUTRES STEPS	500 000	300 000	300 000
CURAGE DES LAGUNES	500 000	300 000	300 000
Sous-total INSTALLATIONS dépenses récurrentes	1 500 000	900 000	900 000
TOTAL INSTALLATIONS DÉPENSES	6 400 000	6 360 000	4 210 000

Prospective financière – budget annexe assainissement

PPI 2026-2028

Libellé de l'opération	Projet 2026	Projet 2027	Projet 2028
ERQUY RENOUVELLEMENT BD DE LA MER		200 000	
PLENEUF RENOUVELLEMENT DAHOUE VIEUX PORT	200 000		
QUESOY RENOUVELLEMENT RESEAUX	200 000		
MISE EN PLACE DIAGNOSTIQUE PERMANENT	150 000		
PLURIEN MISE EN SEPARATIF	250 000	200 000	100 000
AUTRES SEPARATIF	200 000		
Sous-total RESEAUX dépenses particulières	1 000 000	400 000	100 000
DIAGNOSTIC INSPECTION VIDEO RESEAUX	130 000	130 000	130 000
AUTRES EXTENSIONS DE RESEAUX	150 000	150 000	150 000
AUTRES OP. RENOUVELLEMENT ET REHABILITATIONS	350 000	350 000	350 000
Sous-total RESEAUX dépenses récurrentes	630 000	630 000	630 000
TOTAL RESEAUX DÉPENSES	1 630 000	1 030 000	730 000
TERRAINS	30 000	30 000	30 000
LOCAUX 38BIS RUE D ARMOR	10 000	10 000	10 000
MODULAIRE SOULEVILLE	80 000		
LOGICIELS ET APPLICATIONS METIER	40 000	10 000	10 000
INFORMATIQUE	10 000	10 000	10 000
MATERIELS ET OUTILLAGES	15 000	15 000	15 000
VEHICULES	60 000	60 000	60 000
FUTUR CENTRE TECHNIQUE	100 000	400 000	2 000 000
Sous-total STRUCTURE/ADMINISTRATIF dépenses récurrentes	345 000	535 000	2 135 000
TOTAL STRUCTURE/ADMINISTRATIF DÉPENSES	345 000	535 000	2 135 000
TOTAL dépenses	8 615 000	8 165 000	7 315 000

Prospective financière – budget annexe parcs d'activités

Bilan prévisionnel de l'aménagement des parcs d'activités

Au 31 décembre 2024, le bilan financier prévisionnel de clôture est déficitaire de 577 207 € en ayant :

- vendu tous les terrains des parcs en cours de commercialisation
- perçu les subventions d'équilibre (7 180 000 € + 200 000 €/an à partir de 2023)
- intégré une provision de travaux non affectés de 200 000 € par an

Ce déficit ne comprend pas l'aménagement des futurs parcs (Tourelle 3, Lanjouan 3) dont le prix de vente n'est pas connu à date.

Au 31 décembre 2024, il restait 233 616 m² à vendre au prix moyen de 17,60 €/m².

Le travail sur l'ajustement des prix de vente finalisé courant 2025 (conseil communautaire du 24 juin 2025) permettant d'encaisser des recettes supplémentaires se traduit par un résultat de clôture prévisionnel positif de 280 K€.

Prospective financière – budget annexe parcs d'activités

PPI 2026-2028

PARCS D'ACTIVITES	Programmation 2026-2028 (en K€)			
	2026	2027	2028	Total
POMMERET - FONCIER	135			135
LE VAU JAUNE BREHAND - VOIRIE	100	110		210
LA TOURELLE 1 - VOIRIE	15			15
LA TOURELLE 3 - FONCIER	1 400			1 400
LA TOURELLE 3 - ETUDES-TRAVAUX	300	850		1 150
LANJOUAN 2 - VOIRIE	150			150
PA DES 4 ROUTES - JUGON LES LACS - VOIRIE	75			75
ENVELOPPE TRAVAUX DIVERS	200	200	200	600
ENVELOPPE FRAIS DE BORNAGE	109			109
TOTAL PARCS ACTIVITES DÉPENSES	2 484	1 160	200	3 844

Prospective financière – budget annexe bâtiments

PPI 2026-2028

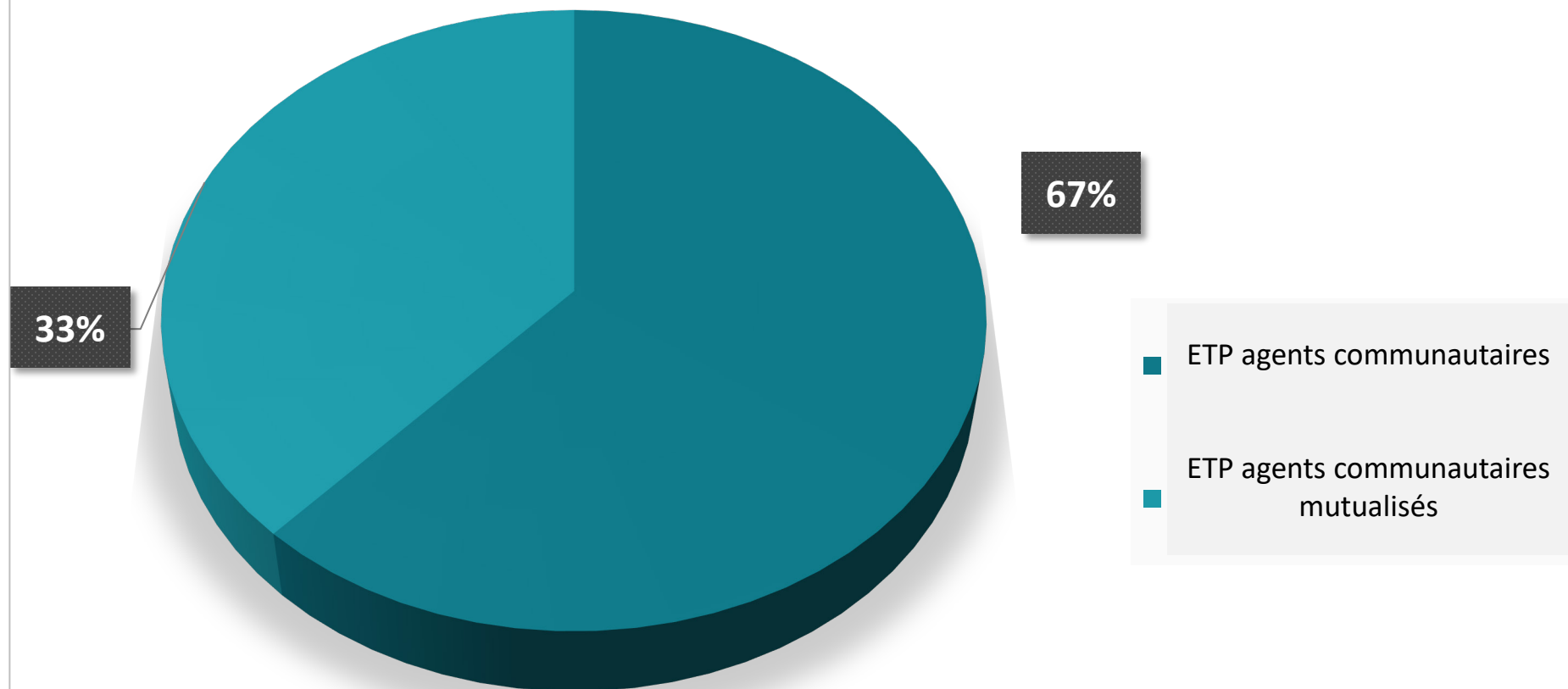
BATIMENTS	Programmation 2026-2028 (en K€)			
	2026	2027	2028	Total
EX MAISON DIRECTEUR DU HARAS	150	600		750
BATIMENT DEPOT DE BUS	500			500
ENVELOPPE ETUDES DIVERSES	10	10	10	30
ENVELOPPE TRAVAUX DIVERS	40	40	40	120
TOTAL BATIMENTS DÉPENSES	700	650	50	1 400

6

Focus sur la masse salariale et les effectifs

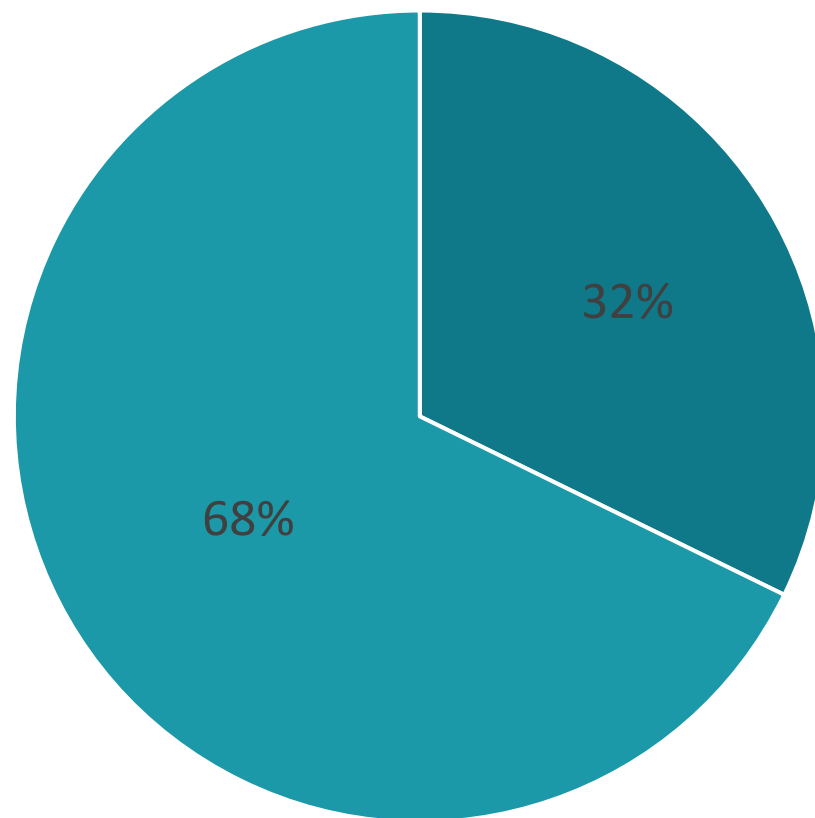
Effectif de Lamballe Terre & Mer

544,37 équivalents temps plein rémunérés en moyenne sur l'année 2024



Répartition des effectifs

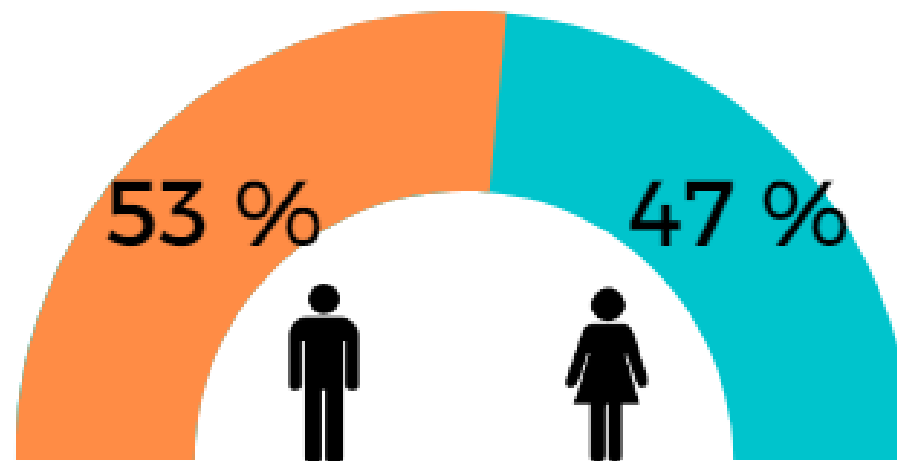
(Au 1^{er} janvier 2025)



■ Contractuel ■ Titulaire

Effectifs et état de la parité

(Au 1^{er} janvier 2025)



Titulaires



Non Titulaires

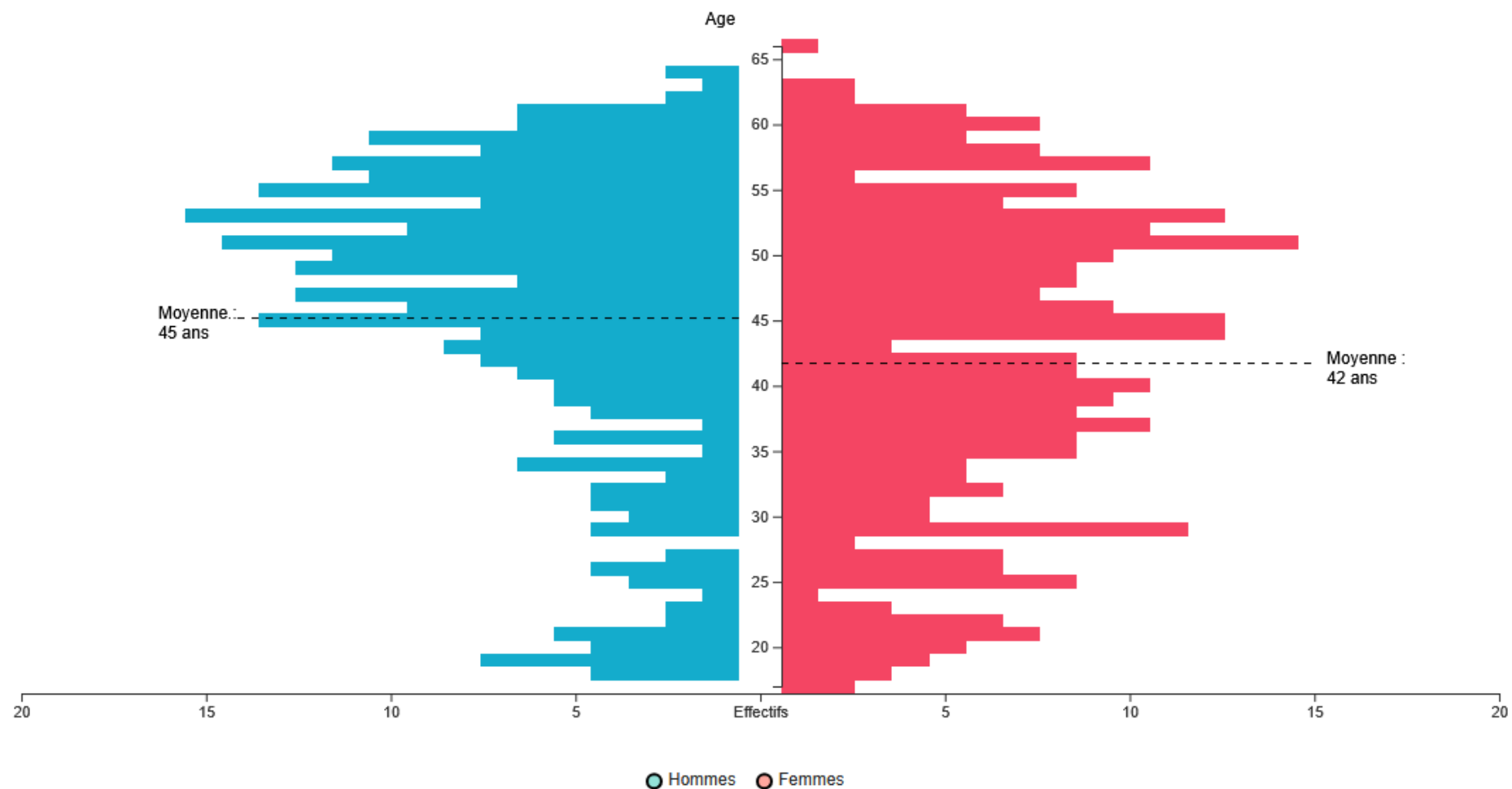


■ Femmes ■ Hommes

■ Femmes ■ Hommes

Effectifs et âge moyen

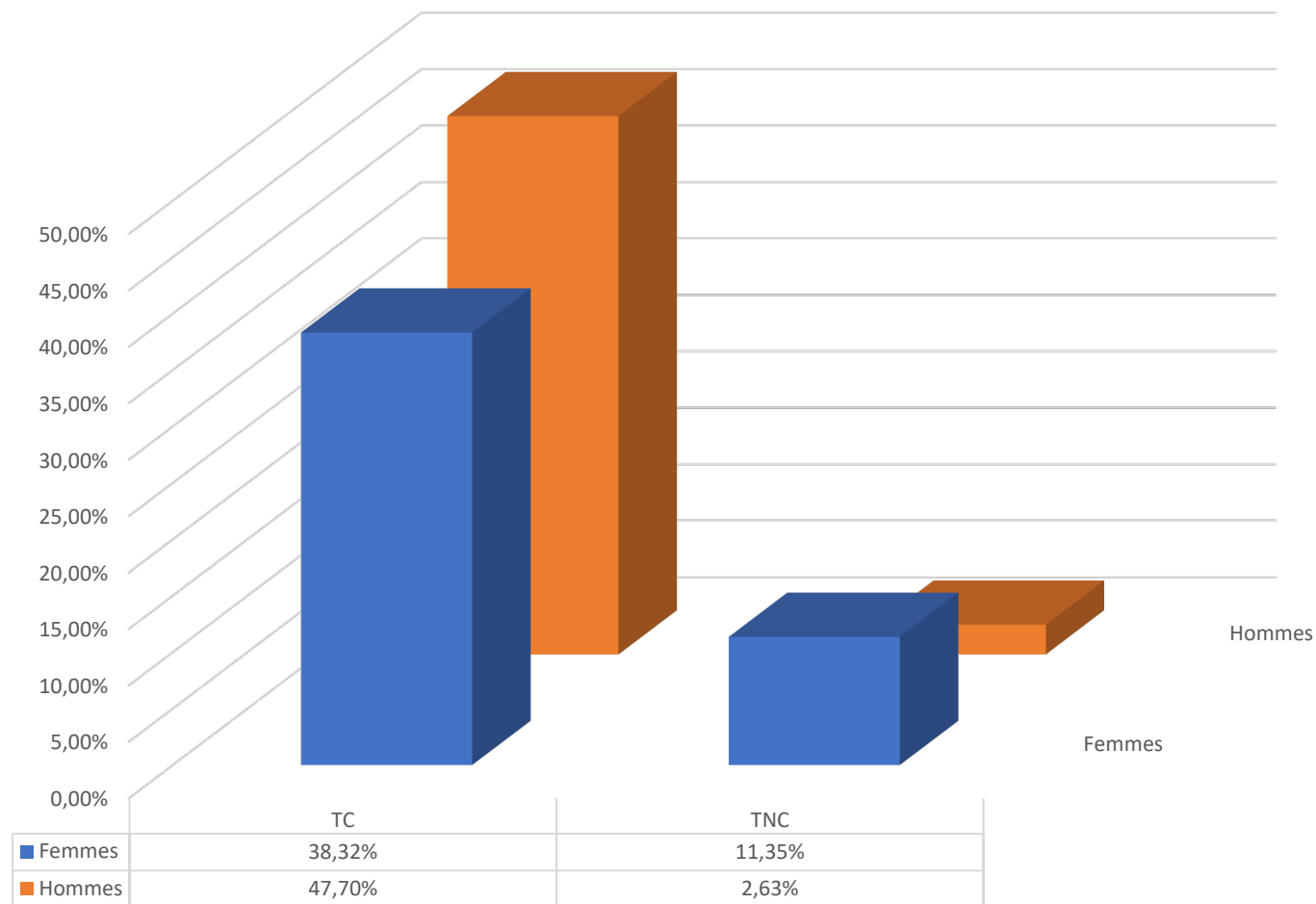
(Au 1^{er} janvier 2025)



Temps de travail des agents

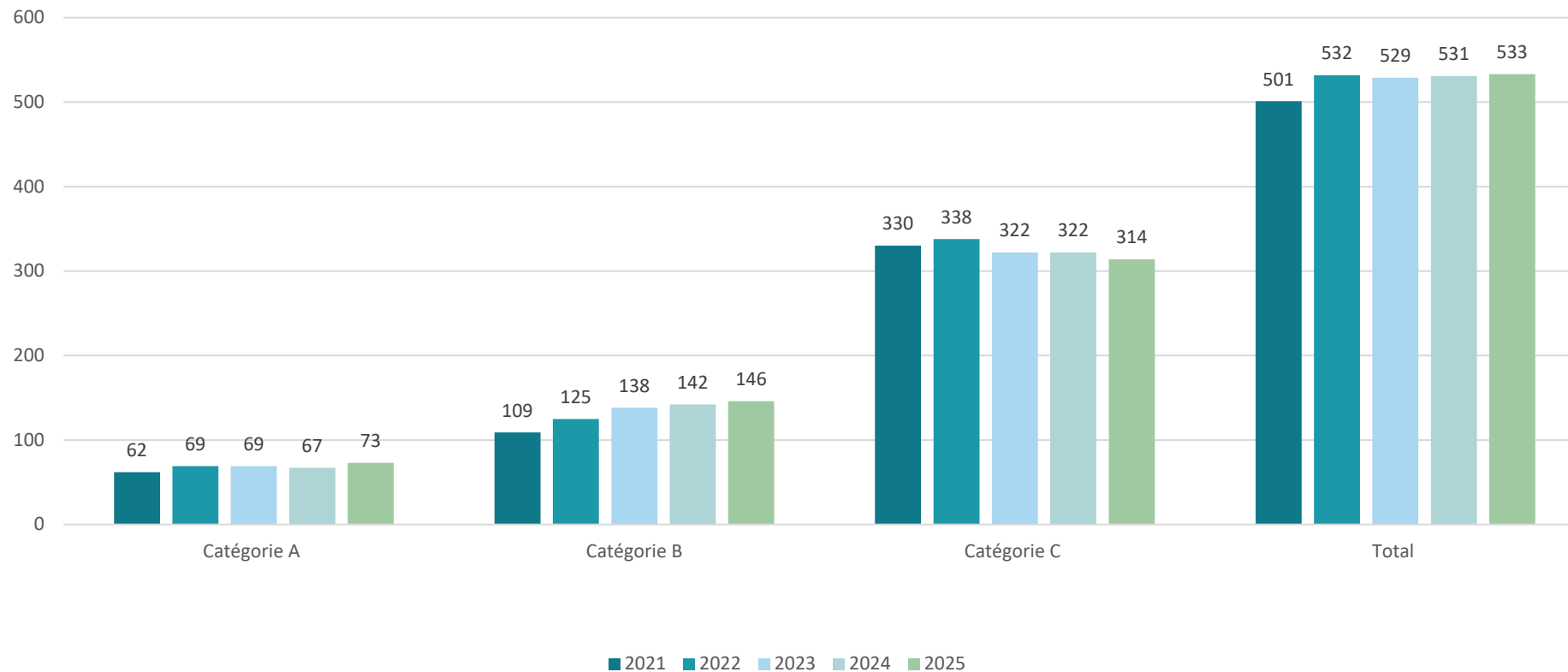
(Au 1^{er} janvier 2025)

Rappel du temps de travail de la collectivité : **1607 heures**



Evolution des postes permanents au tableau des effectifs

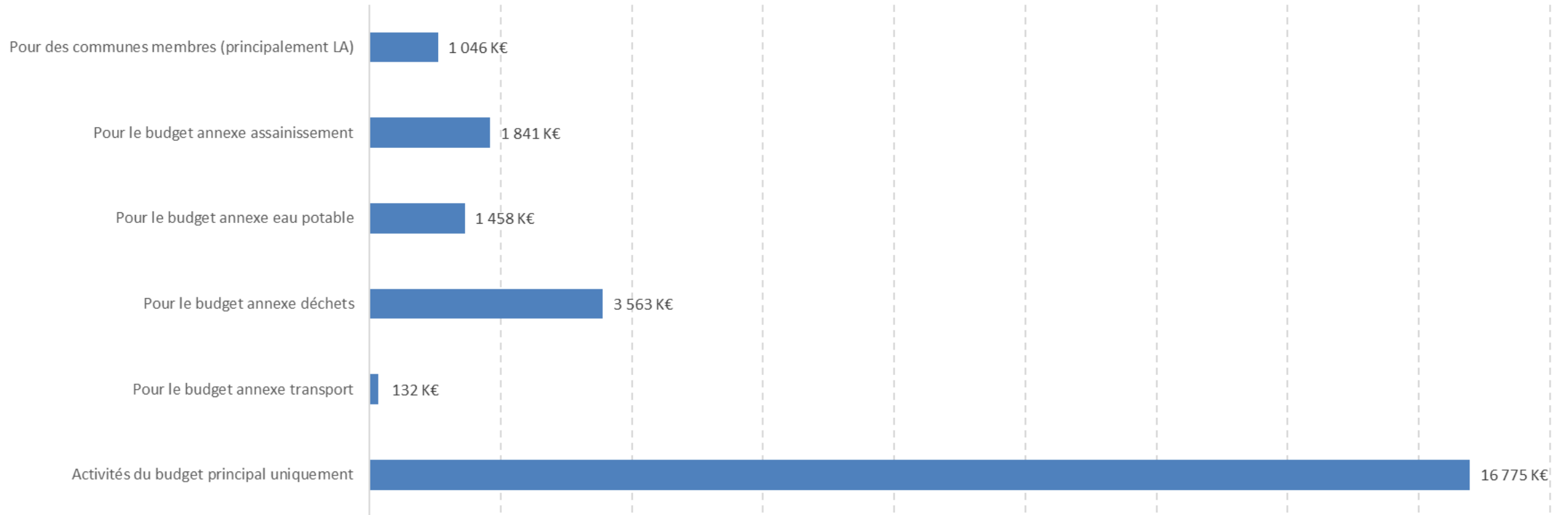
(Au 1^{er} janvier de chaque année)



Répartition de la masse salariale / budget

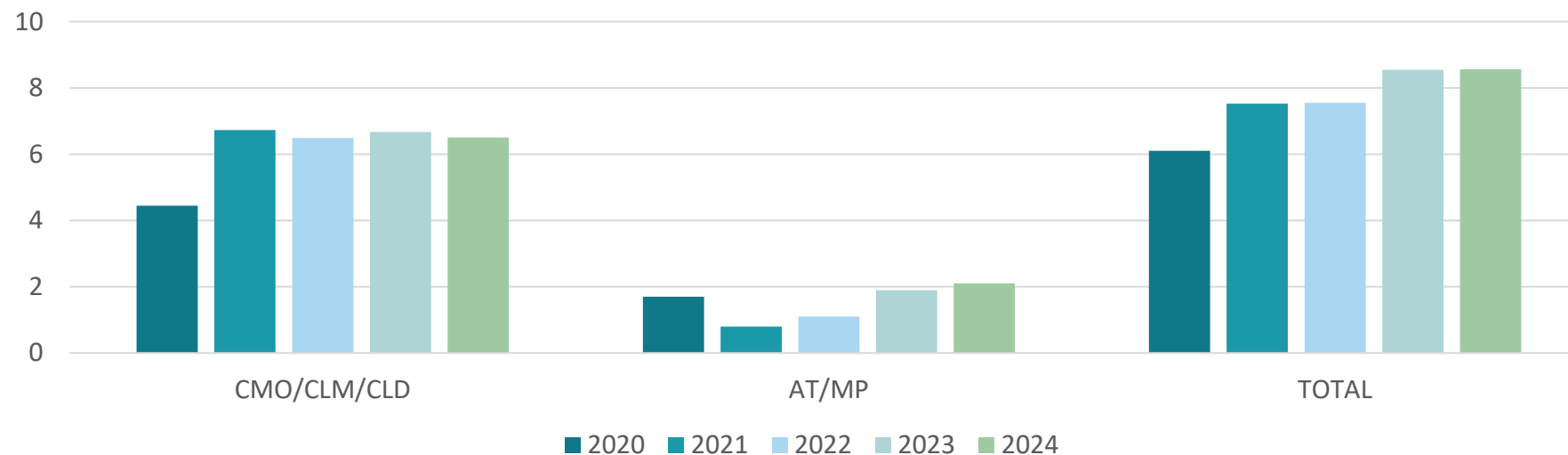
Sur la base du prévisionnel 2025

Masse salariale - répartition par budget - prévisionnel 2026



Evolution de l'absentéisme

Taux d'absentéisme



	2020	2021	2022	2023	2024
CMO/CLM/CLD	4,45*	6,73*	6,49	6,67	6,51
AT/MP	1,70	0,80	1,10	1,9	2,1
TOTAL	6,10	7,53	7,55	8,55	8,57

* Hors covid

Avantages en nature

	NOURRITURE	LOGEMENT
VALEURS 2024 EN NOMBRE	303	1

Il n'y a pas d'avantage en nature (voiture de fonction)

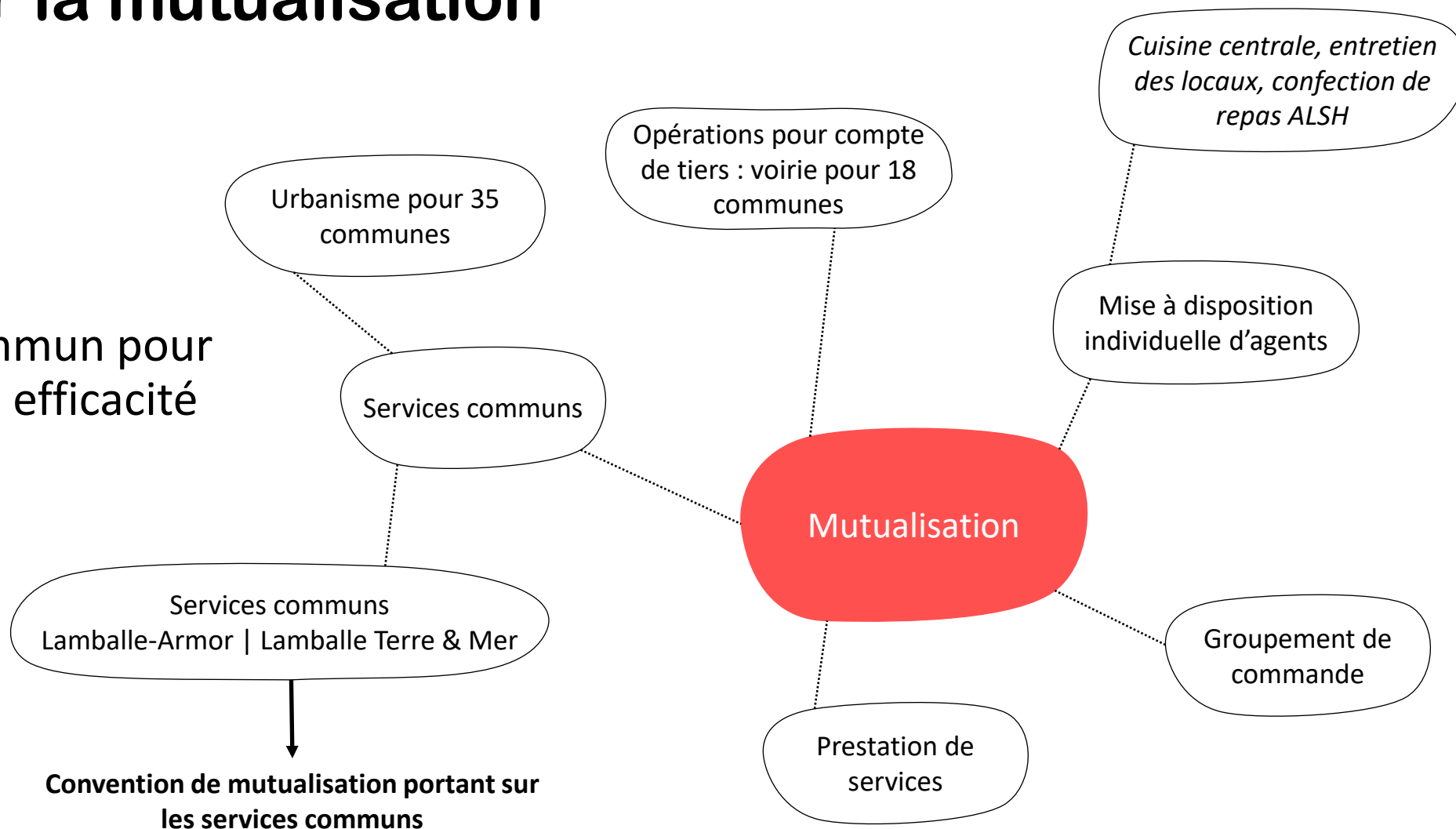
7

Focus sur la mutualisation



Focus sur la mutualisation

Une mise en commun pour
une plus grande efficacité



Focus sur la mutualisation

Les principes de la mutualisation des services

- Portage fait par Lamballe-Terre & Mer
- La notion de donneur d'ordre est respectée entre les collectivités
- L'affectation des dépenses et des recettes est bien définie entre les 2 collectivités. Les dépenses et recettes communes aux deux structures sont portées par Lamballe Terre & Mer puis refacturées à Lamballe-Armor via les coefficients de mutualisation (ex : achat de logiciel)
- Chaque collectivité prend en charge ses locaux et leur aménagement sans refacturation
- L'investissement (achat de matériel...) est pris en charge par Lamballe Terre & Mer. Le coût refacturé est calculé suivant les amortissements.

Focus sur la mutualisation

Les services mutualisés ville - agglomération

Service	Indicateurs activité
Ressources humaines	Nombre de bulletins de salaires et assimilés
Finances	Nombre pondéré d'écritures comptables et de budgets
Commande publique	Temps de travail
Aménagement	Temps de travail
DTNSI	Nombre pondéré de postes informatiques, copieurs, etc.

8

Etat de la dette au 31 décembre 2024

(dernier exercice clôt à la date du DOB)

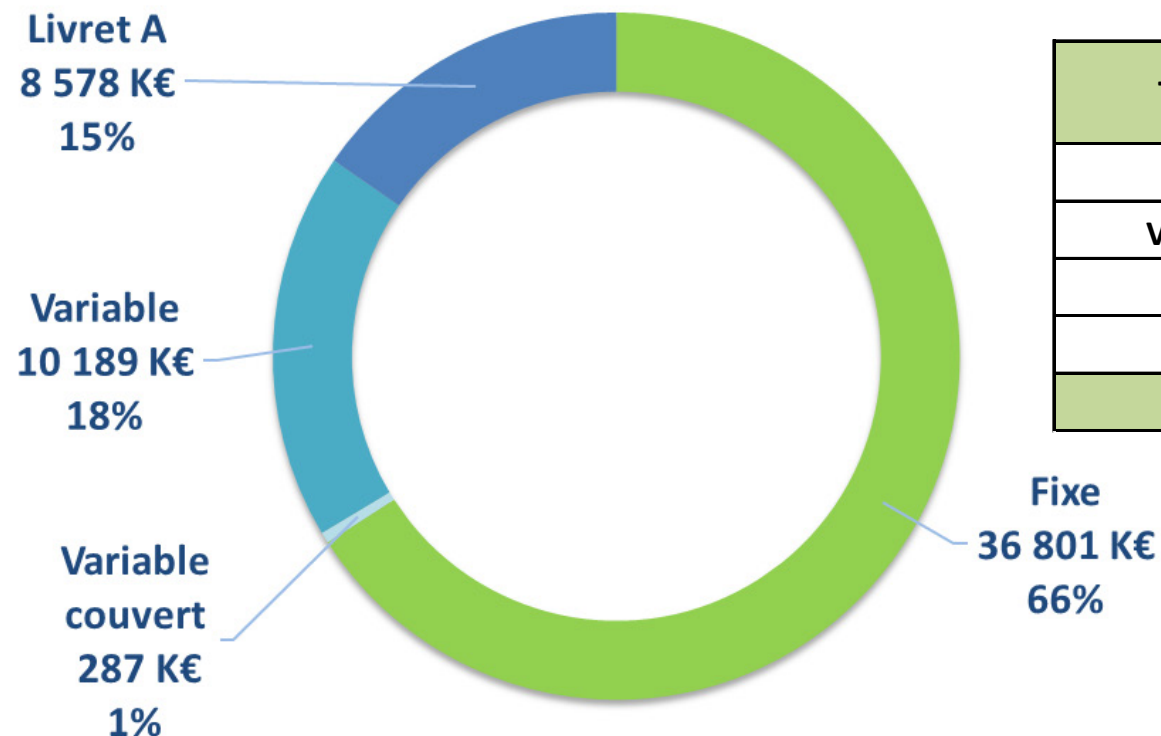
Etat de la dette au 31 décembre 2024

Répartition par budget

Budget	Nombre de prêts	En-cours (en K€)
PRINCIPAL	29 emprunts	31 223
ASSAINISSEMENT	48 emprunts	14 249
EAU POTABLE	21 emprunts	3 139
DECHETS MENAGERS	8 emprunts	2 017
BATIMENTS	2 emprunts	351
PARCS D'ACTIVITES	2 emprunts	4 875
Total	110 emprunts	55 855

Etat de la dette au 31 décembre 2024

Risque de taux (tous budgets confondus) : une dette majoritairement à taux fixe

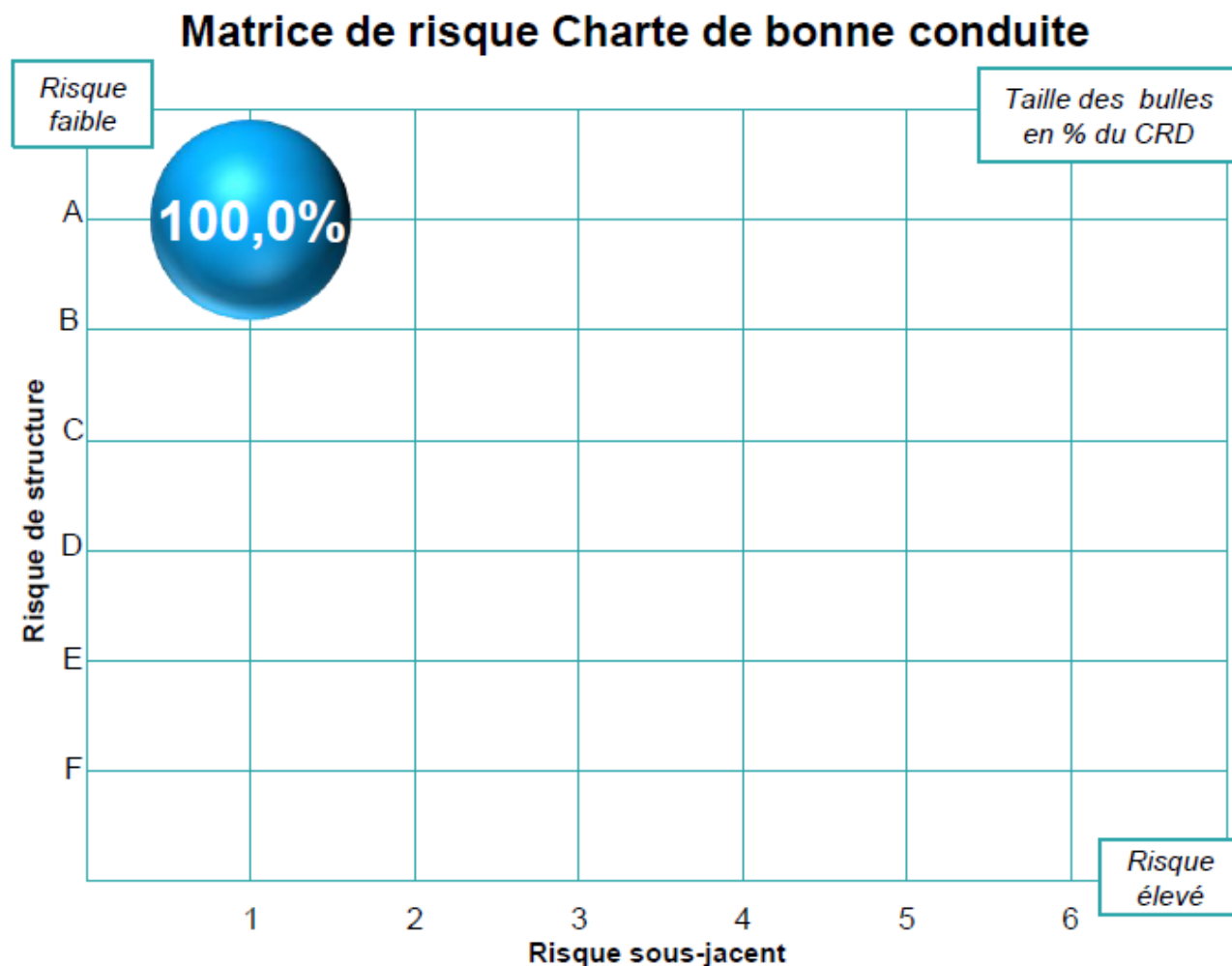


Taux moyen par type de risque

Type de risque	Capital restant dû	% de l'encours	Taux moyen
Fixe	36 801 K€	65,89%	2,05%
Variable couvert	287 K€	0,51%	4,51%
Variable	10 189 K€	18,24%	3,64%
Livret A	8 578 K€	15,36%	4,11%
Total	55 855 K€	100,00%	2,67%

Etat de la dette au 31 décembre 2024

Charte de bonne conduite Gissler : une dette sécurisée à 100 %

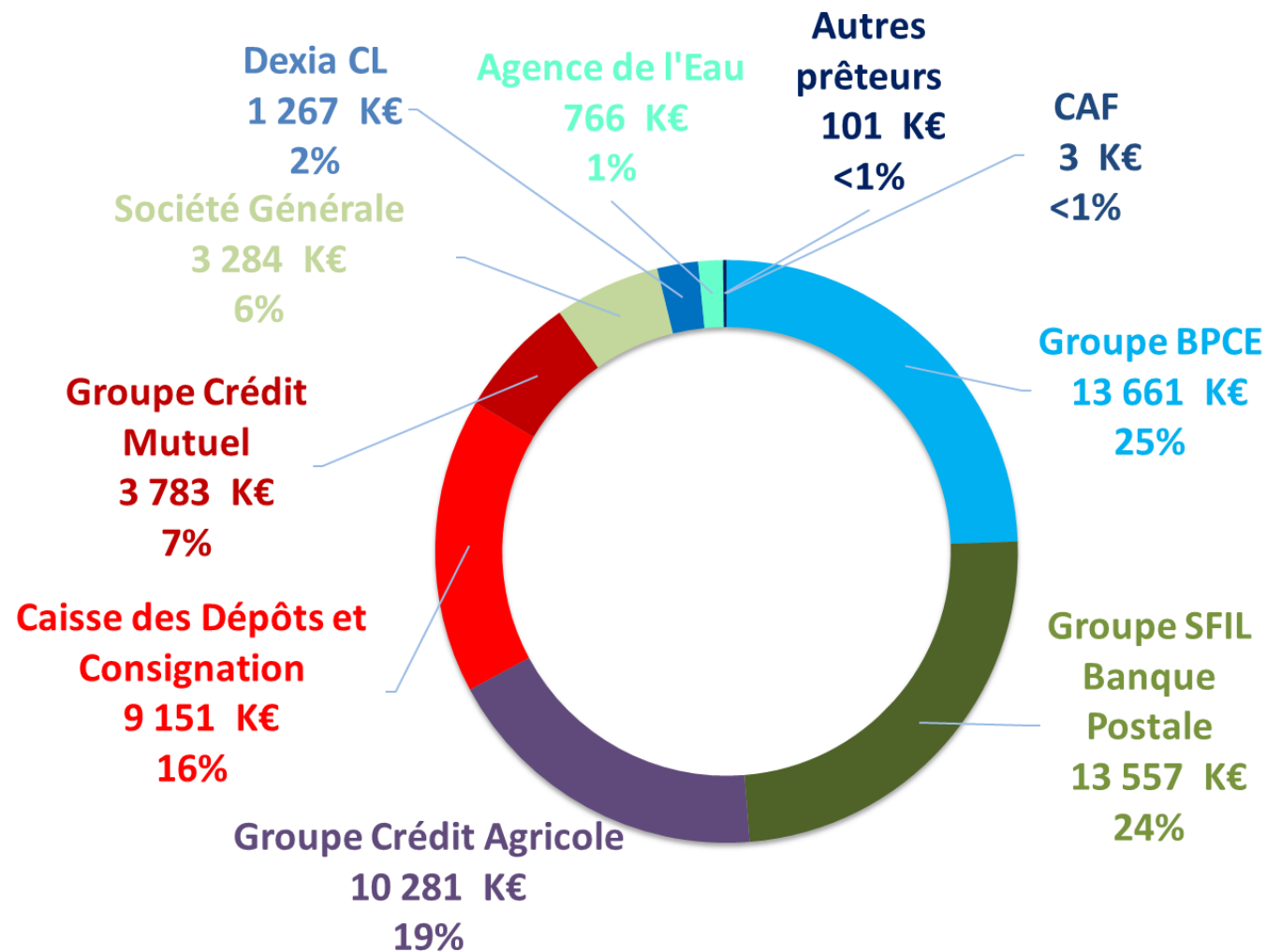


Au 31 décembre 2024, il n'y a plus d'emprunt structuré au sein de l'encours de dette de LTM.

Le seul emprunt structuré de LTM a été renégocié et désensibilisé courant 2023.

Répartition par prêteurs : une dette diversifiée

Répartition de l'encours de dette par prêteurs

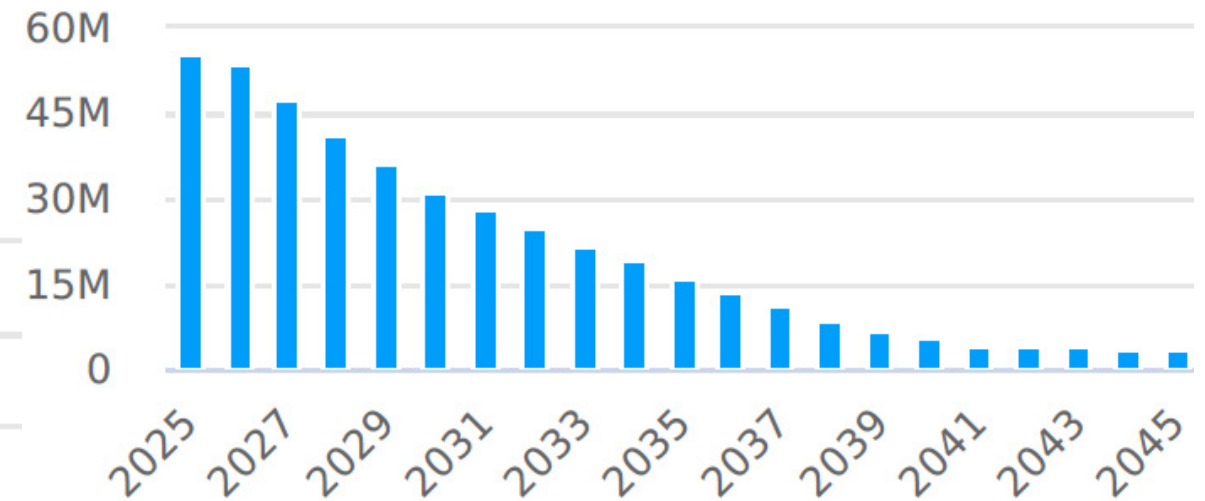
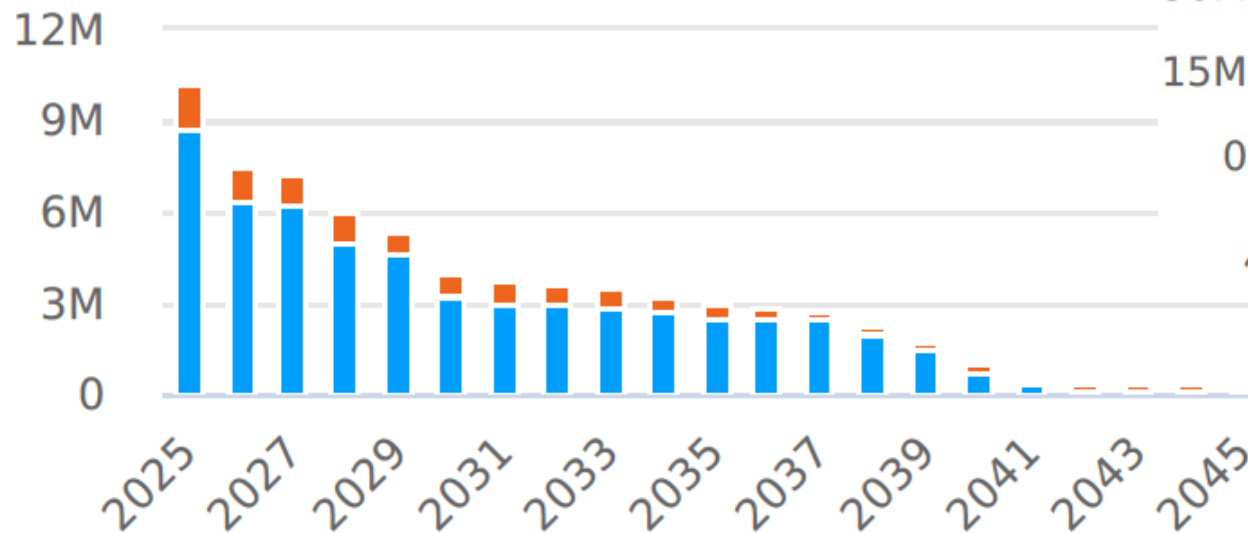


Etat de la dette au 31 décembre 2024

Profil de remboursement et extinction – Période 2025/2045

Capital restant à rembourser après
paiement de l'annuité en capital

Flux de remboursement annuel,
composé du capital ● et des intérêts ●



MERCI

pour votre attention

Avez-vous des questions ?

lamballe.terre-mer.bzh

